

Marchés publics

Règlement de la consultation

Objet de la consultation : Marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation complète des bâtiments B, D1 à D4 et démolition des bâtiments E et N et aménagements des espaces extérieurs du Campus Ferry-Cormier à Coulommiers (77131)

Numéro de la consultation : 2600116

Marché de prestations de services

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Date et heure limites de remise des plis : mardi 02/06/2026 - 17h30

RÉPONSE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE

DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN



La présente consultation permet une remise de candidature simplifiée via le formulaire en ligne de candidature DUME

v - 08 04 2026 : Modification de l'Article VIII 4) : L'exclusivité pour le BET "Etudes techniques TCE (Structure, Fluides, SSI, VRD) et suivi de l'exécution TCE" est limité à deux équipes différentes.

V 21 04 2026 : Modification de l'article VIII 5)° Réalisation d'une visite sur site
Modification de l'article VII délai d'exécution

V06 05 2026 Modification de la date de remise des offres au mardi 02 juin 2026 à 17h30

SOMMAIRE

ARTICLE I - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE II - NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR.....	3
ARTICLE III - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE IV – LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE V – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES.....	6
ARTICLE VI – DIVISION EN LOTS SEPARES	7
ARTICLE VII –DELAI D'EXECUTION	8
ARTICLE VIII – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	8
ARTICLE IX –DOCUMENTS DE LA CONSULTATION – UTILISATION DE MAXIMILIEN.....	10
ARTICLE X – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
ARTICLE XI – ANALYSE DES CANDIDATURES	15
ARTICLE XII – ANALYSE DES OFFRES.....	15
ARTICLE XIII – MODALITES DE REMISE DES PLIS	17
ARTICLE XIV –FORMALITES A ACCOMPLIR POUR LE SEUL ATTRIBUTAIRE (CANDIDAT INDIVIDUEL OU EN GROUPEMENT) ET LE CAS ECHEANT LES SOUS-TRAITANTS	18
<i>ANNEXE I - Attestation de visite sur site (à joindre le cas échéant par le candidat, avec son offre)</i>	<i>21</i>
<i>ANNEXE II Dématérialisation des procédures</i>	<i>22</i>
1) MAXIMILIEN, PROFIL D'ACHETEUR DE LA REGION	22
2) DEPOT D'UN PLI ELECTRONIQUE : RECOMMANDATIONS	22

Article I - Identification du pouvoir adjudicateur

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE – Pôle Lycée – Direction des opérations
2 rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Article II - Nom et adresse officiels de l'acheteur

Entité : **AMENAGEMENT 77, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile de France**

Adresse : 2, rue Alfred NOBEL

Ville : CHAMPS SUR MARNE

Téléphone : 01 64 37 24 57 74

Les échanges entre candidats et acheteur devront être se faire via la plateforme maximilien.

Article III - Objet du marché

1) Objet du marché :

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de maîtrise d'œuvre pour la 2ème tranche des travaux de Restructuration du Lycée Ferry-Cormier à Coulommiers (77131).

Le candidat (ou groupement candidat) devra impérativement rassembler les compétences suivantes :

- Architecture
- Architecte du patrimoine
- Etudes techniques TCE (Structure, Fluides, SSI, VRD) et suivi de l'exécution TCE,
- Traitement de l'amiante et de divers polluants (hydrocarbures, plomb...),
- Ingénierie en acoustique du bâtiment.
- Qualité environnementale des bâtiments,
- Ecologie,
- Réemploi,
- Commissionnement,
- Paysagiste,
- Economie de la construction,
- Signalétique,
- Mobilier

Le Site :

6 rue des Templiers à Coulommiers (77131)

Le bâtiment :

Le campus Ferry-Cormier, situé sur la commune de Coulommiers est le fruit, en 2014, de la fusion des lycées d'enseignement professionnel Georges Cormier et de l'enseignement polyvalent Jules Ferry construits à la fin des années 60. Ces deux établissements partageaient une assiette patrimoniale et fonctionnelle mais demeuraient indépendants dans la gestion administrative et pédagogique.

Le campus d'une surface utile de 29 465 m² est situé sur un site de 11 hectares.

Le campus est un vaste ensemble présentant des zones avec 28 bâtiments éparses présentant des fonctionnalités diverses et imbriquées. Des logements de fonction et un internat font partie intégrante du campus.

Quatre groupes se distinguent :

- Zone 1 : dans le secteur sud-ouest se trouvent les bâtiments de logements (K) ainsi que les bâtiments A et B d'enseignement et destinés à l'administration qui se font face. Leur implantation suit globalement une orientation nord-est/sud-ouest et ils se structurent autour d'espaces de cour partagés, fermés par les

bâtiments C1 et C2, complétés par un préau assurant la connexion entre eux. Le bâtiment C2 est déconstruit dans le cadre de la première tranche de travaux.

- Zone 2 : au centre du site se situe l'ensemble constitué par la demi-pension et les bâtiments industriels H et G. Les bâtiments F et H sont déconstruits dans le cadre de la première tranche de travaux. Le bâtiment d'entrée « ENT » est en cours de construction. Le bâtiment N, qui accueille la salle de ST2ID et un logement de fonction.
- Zone 3 : au nord-est, dans la partie haute du terrain, se trouvent deux ensembles correspondant aux bâtiments D et E, chacun organisé autour d'une cour intérieure propre à son groupe bâti.
- Zone 4 : enfin, la zone dite « Montanglaust », localisée au nord-ouest de la parcelle, rassemble les bâtiments industriels, la piste routière ainsi que le parking des enseignants côté sud. La partie nord est occupée par un espace boisé clôturé, qui dispose d'un parcours d'orientation.

Sur la zone boisée et à l'arrière du parking se trouve le bâtiment H, « maintenance des véhicules particuliers » (MVP), inauguré en 2025, dans le cadre de la première tranche de travaux.

Les objectifs du programme :

La mission de maîtrise d'œuvre pour la 2ème tranche des travaux du lycée Ferry Cormier à Coulommiers (77) comprend les études de conception pour la démolition des bâtiments E, N, la rénovation des bâtiments B, D ainsi que les aménagements extérieurs, le suivi des phases d'exécution des travaux, d'OPR et de réception, jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

L'opération s'inscrit dans une démarche globale qui vise :

- la restructuration et la rénovation ciblée des bâtiments conservés,
- la recomposition de l'internat, aujourd'hui dispersé et non conforme,
- la suppression des bâtiments obsolètes ou non adaptés,
- et l'amélioration des flux, des usages pédagogiques et de la qualité de vie des usagers.

2) **Marché de prestations de services, Appel offres ouvert passé selon les articles L. 2124-2 et R. 2124-1, R. 2124-2 1°, R. 2131-16 à R. 2131-18, R. 2161-2 à R. 2161-5, L. 2431-1 à L. 2432-2 et R. 2431-1 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.**

3) **Nomenclature** : Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)

	Codes	Intitulés
Objet principal :	71200000	Services d'architecture
Objets complémentaires	71210000-3	Service de conseil en architecture
	71240000-2	Services d'architecture, d'ingénierie et de planification
	71242000-6	Préparation du projet et de la conception, estimation des coûts
	71247000-1	Supervision des travaux de construction
	71300000-1	Services d'ingénierie

	71310000-4	Service de conseil en matière d'ingénierie et de construction
	71312000-8	Services de conseil en ingénierie de la construction
	71313000-5	Services de conseil en ingénierie de l'environnement
	71313100-6	Services de conseil en matière de lutte contre le bruit
	71313200-7	Services de conseil en insonorisation et en acoustique intérieure
	71313420-5	Normes environnementales pour la construction
	71313430-8	Indicateurs environnementaux pour la construction
	71313450-4	Surveillance environnementale pour la construction
	71314300-5	Services de conseil en rendement énergétique
	71321100-5	Services relatifs aux aspects économiques de la construction
	71321200-6	Services de conception des systèmes de chauffage
	71321300-7	Services de conseil en matière de plomberie
	71321400-8	Services de conseil en matière de ventilation
	71325000-2	Services de conception de fondations
	71327000-6	Services de conception des structures portantes
	71328000-3	Services de vérification de la conception des structures portantes
	71330000	Services divers d'ingénierie
	71335000	Etudes techniques

	71420000-8	Services d'architecture paysagère
	71521000-6	Services de conduite de chantier
	71541000-2	Services de gestion de projets de construction

4) Forme du marché :

☒ Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire ;

Article IV – Lieu d'exécution

1) Lieu d'exécution :

4 rue Henri Dunant, 77120 Coulommiers (77131)

Article V – Caractéristiques principales

Le Lycée Ferry-Cormier, créé dans les années 60, et issue de la fusion de deux lycées : lycées d'enseignement professionnel Georges Cormier et de l'enseignement polyvalent Jules Ferry. Le campus existant est l'œuvre de l'architecte Emile Aillaud (1902-1988). Son fils, Gilles Aillaud (1928-2005) a réalisé les deux œuvres artistiques qu'il faudra conserver dans le cadre du projet : les mosaïques de l'otarie et de l'okapi.

Le site fait 11 hectares et se compose de 28 bâtiments aux fonctions diverses. Il accueille plus de 2 600 élèves.

La présente consultation est initiée par Aménagement 77, mandataire, pour le compte de la Région Ile-de-France, dans le cadre de la tranche 2 d'un plan de rénovation globale. La tranche 1 est actuellement en cours de travaux et la livraison est prévue en 2028.

Plus précisément, le projet prévoit :

- La **rénovation et la restructuration du bâtiment B** pour lequel une reprise du clos couvert sera nécessaire et où il sera réorganisé les étages pour regrouper des salles banales pour l'enseignement général (en complément du bâtiment A).
- La **création d'un internat indépendant dans les bâtiments D2, D3 et D4** : Cette configuration à venir permettra de mettre en place des locaux neufs, et garantir une meilleure lisibilité pour les étudiants en délimitant la zone par une clôture périmétrique.
- La **rénovation du bâtiment D1** pour accueillir les locaux d'enseignement des sciences de l'ingénieur et du STI2D, ainsi que la salle de musculation.
- La **démolition des bâtiments E5, E6, E7 et E8**, afin de libérer un espace qui sera utilisé lors de la **tranche 3** (à partir de 2032) du projet de rénovation globale du lycée. Ces interventions permettent enfin de **démolir le bâtiment N** du lycée.

Le montant estimé du cout des travaux est de **29 280 000 euros HT valeur janvier 2026 (hors frais d'entreprise générale – estimé à 12%)**.

En termes de particularités du projet, il convient de noter les sujets suivants :

- Opération phasée et travaux prévus en site occupé,
- Périmètre des Monuments historiques,
- Mise en place de la démarche du réemploi,
- AMO Lean construction en conception et travaux.

Pour plus de précisions, les candidats peuvent se référer au document « Objectifs du Maître d’Ouvrage » et aux programmes de l’opération.

1) Options (au sens du droit communautaire, prestations susceptibles de s'ajouter, sans remise en concurrence, aux prestations commandées de manière ferme dans le cadre du marché : tranches optionnelles, marchés de prestations similaires) : description (le cas échéant) :

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. **Nombre et intitulé des tranches** : Le marché ne présente pas de tranche

Reconduction : ☐ oui ☒ non

2) Variante(s) (si oui, à indiquer dans l'AAC) Nb : le choix de retenir une variante découle uniquement de l'application des critères d'attribution qui permettent de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes présentées):

- ☒ Non autorisées
- ☐ obligatoire(s) (Préciser l'intitulé et le ou les lots concernés)
- ☐ facultative(s)

3) Conditions particulières d'exécution du marché (uniquement pour les marchés de services ou de travaux et les marchés de fournitures nécessitant des travaux (pose ou installation) ou comprenant des services) :

Il est exigé la réalisation de certaines tâches essentielles par l'un des membres du groupement :

☒ Oui ☐ Non

Exigences (à préciser) :

L'architecte devra être inscrit à l'ordre des architectes.

Cotraitant spécifique :

Le maître d'ouvrage impose que la compétence « Traitement de l'amiante et de divers polluants (hydrocarbures, plomb...) » soit portée par l'un de ces cotraitants, et non par le mandataire du groupement.

Prestations ne pouvant être sous-traitées :

En cas de sous-traitance, le groupement doit respecter l'article 37 du code de déontologie des architectes qui interdit la sous-traitance par les architectes de l'établissement de tout ou partie du projet architectural.

D'autre part, en application de l'article L. 2193-3 alinéa 2 du Code de la commande publique, la prestation « Traitement de l'amiante et de divers polluants (hydrocarbures, plomb...) » devra être exécutée directement par le titulaire et ne pourra faire l'objet d'aucun acte de sous-traitance.

L'amiante et le plomb constituant des enjeux majeurs du projet, il est essentiel d'assurer une communication directe et efficace entre les acteurs clés de l'opération.

Article VI – Division en lots séparés

Prestations divisées en lots : ☐ oui (se reporter à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** pour la description des lots) ☒ non

Article VII – Délai d'exécution

1) Délai d'exécution

- soit en ~~80 mois et/ou 2 494 jours~~ à compter de la notification du marché
- sont inclus dans ce délai 43 mois de délais travaux (dont deux mois de préparation de chantier).

2) Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures et services) : 05/11/2026

3) Date prévisionnelle de commencement des travaux : 06/11/2028. Le délai d'exécution court à compter du premier ordre de service. Pour les travaux, il comprend la période de préparation. Il se termine à la date d'effet de la réception et ne comprend pas la période de garantie de parfait achèvement.

Article VIII – Conditions relatives au marché

1) Cautionnement et garanties exigés :

Une avance sera prévue conformément aux dispositions des articles R. 2191 3 à R. 2191-12 du code de la commande publique et dans les conditions définies au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci. Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : (Les crédits budgétaires alloués au marché public sont à déterminer et établir avant le lancement de la procédure sans quoi il sera impossible de déclarer une offre inacceptable - art. L2152-1 et L2152-3 du code de la commande publique)

Financement prévu par une autorisation de programme affectée par délibération de la Commission Permanente n°CP2024-358 du 15/11/2024.

Périmètre de l'opération modifié par délibération de la Commission Permanente n°CP2025-340 du 20/11/2025.

3) Dispositions relatives au groupement d'opérateurs économiques :

Les opérateurs économiques groupés peuvent se porter candidats sous forme de groupement conjoint avec un mandataire solidaire dont le mandataire est l'Architecte.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet en annexe 1 de l'acte d'engagement.

4) Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements :

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, il est prévu les règles d'exclusivité suivantes :

- Pour les architectes : Un même opérateur économique ne pourra être mandataire de plus d'un groupement, ni être mandataire d'un groupement et cotraitant d'un autre groupement, ni être cotraitant de plusieurs groupements. En cas de présence dans plus d'un groupement candidat, l'ensemble des groupements candidats concernés seront éliminés.

Pour les autres opérateurs : les BET « Économie de la construction » et « Qualité environnementale des bâtiments » ne pourront au maximum se présenter comme cotraitant que dans trois équipes différentes, sous l'une ou l'autre de ces appellations. Au-delà, les quatre équipes (ou plus) seront éliminées. Dans le même principe, les BET « Etudes techniques TCE (Structure, Fluides, SSI, VRD) et suivi de l'exécution TCE » ne pourront au maximum se présenter comme cotraitant que dans deux équipes différentes. Au-delà, les trois équipes (ou plus) seront éliminées. De manière générale, y compris pour les autres compétences ne faisant pas l'objet d'une exclusivité, si un opérateur est membre de plusieurs groupements, il devra dans le cadre de la procédure s'engager sur l'honneur à respecter le secret des affaires.

Tableau récapitulatif des compétences demandées et des règles d'exclusivité :

N°	Compétences	Exclusivité
1	Architecture	OUI
2	Architecte du patrimoine	OUI
3	Etudes techniques TCE (Structure, Fluides, SSI, VRD) et suivi de l'exécution TCE	OUI (cotraitant dans deux équipes différentes maximum)
4	Traitement de l'amiante et de divers polluants (hydrocarbures, plomb...),	NON
5	Ingénierie en acoustique du bâtiment.	NON
6	Qualité environnementale des bâtiments	OUI (cotraitant dans trois équipes différentes maximum)
7	Ecologue	NON
8	Réemploi	NON
9	Commissionnement	NON
10	Paysagiste	NON
11	Economie de la construction	OUI (cotraitant dans trois équipes différentes maximum)
12	Signalétique	NON
13	Mobilier	NON

5) Réalisation d'une visite sur site : ☐ oui (conseillée) ☒ oui (obligatoire) ☐ non

Dans l'affirmative, les conditions de réalisation de la visite sur site, à l'adresse précisée à l'article IV, sont les suivantes :

La première visite se tiendra le mercredi 8 avril 2026 à 10h.

Une seconde visite se tiendra le mercredi 22 avril 2026 à 10h.

Une troisième visite se tiendra le jeudi 7 mai 2026 à 14h30

Pour des questions d'organisation et de sécurité vis-à-vis du lycée, il est demandé de préciser préalablement à la visite, à l'adresse mail suivante : mandats@amenagement77.fr ; et pour chaque personne : le nom de la société, nom et prénom, numéro de téléphone, et date choisie.

~~Une troisième et dernière visite pourra être organisée dans la mesure où cette demande aura été formalisée, avant le 18 avril 2026, auprès d'Aménagement 77 à la même adresse mail (mandats@amenagement77.fr).~~

~~Les candidats n'ont pas à se présenter à toutes les visites pour remplir l'exigence de visiter les lieux, seule une visite suffit.~~

La réalisation de la visite sur site donne lieu à la délivrance d'une attestation que le candidat insère dans son offre. Un modèle d'attestation de visite est annexé au présent Règlement de la consultation (ANNEXE I).

Article IX –Documents de la consultation – utilisation de Maximilien

1) Contenu du dossier de la consultation

- (Liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public ; ex. : acte d'engagement, règlement de la consultation, cahier des clauses administratives particulières, cahier des clauses techniques particulières, annexes, programme, autres pièces...etc.).
 - Le présent règlement de consultation et ses annexes
 - Grille de cohérence des temps passés
 - L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
 - Annexe 1 : Désignation des Co-traitants et répartition des prestations
 - Annexe 2 : Décomposition du prix global et forfaitaire (Répartition du forfait de rémunération entre les membres du groupement titulaire du marché)
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes
 - Objectifs du maître d'ouvrage
 - Programme de l'opération incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes :
 - Programme fonctionnel et technique du lycée incluant les fiches espaces
 - Cahier des charges de la Région Île-de-France des câblages ET1 de 12/2007 et la note de cadrage de septembre 2010.[JV1.1]
 - Partie I : Eléments de programmation et niveau d'équipement
 - Partie II : Architecture technique et mise en œuvre
 - Partie III : Recommandations pour la distribution électrique associée
 - Et les tableaux d'accès câblage
 - Analyse et programme environnementaux :
 - Programme Technique environnementale et ses annexes
 - Programme d'économie circulaire concernant le réemploi par MOBIUS de septembre 2025
 - Etude géotechnique (G2 AVP+G5) par SAGA de février 2025
 - Audit Energétique réalisé par ALTEREA en 2024 et mis à jour en 2025 ainsi que la fiche d'intervention avec les recommandations portant sur le bâti, le chauffage, la ventilation, l'éclairage, les autres systèmes et les énergies renouvelables.
 - Rapport de diagnostics préalables pour les réseaux – SATES de septembre 2020
 - Etudes environnementales de 2019, décembre 2024 et 2025 rédigés par SOLPOL
 - Diagnostic Faune-flore établi par BIOTOPE du 04/10/2024
 - Expertise phytosanitaire de VERDI du 14/10/2025
 - Rapport d'études structures établi par CIDECO EN AVRIL 2024 ET JUILLET 2025 + Rapport de stabilité au feu de mai 2025
 - Diagnostics ADAP par QUALITAT de 2024
 - Rapport diagnostic amiante par QUALITAT de 2024
 - Pré-rapport de repérage du plomb par ADX en juillet 2024
 - Rapport Hydrogéologique et études NHPE réalisés par GEOTECHNIQUES APPLIQUE IDF de 2022
 - Pièces graphiques
 - Plans des VRD de la Tranche 1
 - Plans des existants établis par GEOFIT EXPERT Géomètre-Experts
 - Autres pièces écrites
 - Cahier des charges Région « Chauffage » & « Ventilation » (version 2015)
 - Charte graphique de la Région Île-de-France version 1.5.6 en date de février 2013 (support papier + CD). La charte graphique est imposée à partir de la phase APS. Au stade concours, son utilisation est recommandée.
 - Référentiel Accessibilité
 - Prescriptions techniques maintenance
 - Charte signalétique
 - Dossier SSI du lycée et pièces relatives au déplacement de la centrale SSI
 - Dossier Loi sur l'Eau de la tranche 1
 - DOE antérieur portant sur des travaux d'étanchéité des bâtiments A, B et D
 - DCE TRANCHE 1
 - Rapport de sécurisation pyrotechnique réalisé par CARDEM PYRO et l'extrait du registre journal de DEKRA indiquant qu'il n'y a pas de risque pyrotechnique sur l'emprise de l'opération ;
 - Les formulaires DC1, DC2, DC4 et attestation sur l'honneur

2) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration : ☐ oui ☒ non

3) Modalité de communication avec les candidats durant toute la procédure


Les candidats sont avisés que les moyens de communication susceptibles d'être utilisés par la Région dans le cadre de cette consultation sont : L'email via la plateforme Maximilien

Avant la remise des plis, la faculté pour les candidats de poser des questions sur la présente consultation, leur est ouverte jusqu'à 9 jours avant la date limite de remise des offres : il leur sera répondu au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Article X – Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront **entièrement rédigées en langue française**. Elles devront obligatoirement être présentées dans une enveloppe unique contenant les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre, dans les conditions prévues à l'article XIII du présent règlement.

Le candidat peut présenter sa candidature de manière simplifiée avec le DUME. Il complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, capacité économique et financière et capacités

techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME  n'apparaît pas.

Des informations concernant DUME sont disponibles en annexe III au présent Règlement de Consultation.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre des candidatures et/ou des offres (par exemple le contenu des CV), seront utilisées strictement pour l'analyse des candidatures et/ou des offres de la présente consultation


A) Documents relatifs à la candidature

Le candidat (ou groupement candidat) devra impérativement rassembler les compétences suivantes :

- Architecture
- Architecte du patrimoine
- Etudes techniques TCE (Structure, Fluides, SSI, VRD) et suivi de l'exécution TCE,
- Traitement de l'amiante et de divers polluants (hydrocarbures, plomb...),
- Ingénierie en acoustique du bâtiment.
- Qualité environnementale des bâtiments,
- Ecologie,
- Réemploi,
- Commissionnement,
- Paysagiste,
- Economie de la construction,
- Signalétique,
- Mobilier

La preuve de la présence des compétences minimales exigées au sein du groupement candidat pourra être apportée par tout moyen : références, titres d'études, qualifications en lien avec les compétences exigées (par exemple : OPQIBI, OPQTECC...) ou tout moyen de preuve équivalent.

1° - Document d'identification

☒  ou la **lettre de candidature dûment remplie** (sur le modèle figurant dans le formulaire [DC 1](#)) **et comprenant la déclaration sur l'honneur** (relative aux cas d'exclusion) conforme à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique :

« Le candidat produit à l'appui de sa candidature : 1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#) ; »

2° - Conditions de participation tenant à l'aptitude professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles des candidats :

A. Aptitude



- ☒ Inscription sur un registre professionnel pertinent (fournir un récépissé de déclaration d'activité)
- ☒ Inscription sur un registre du commerce (fournir un récépissé de déclaration d'activité)
- ☒ Une **attestation de l'inscription à l'ordre des architectes** en cours de validité (ou équivalent selon la réglementation en vigueur pour les candidats non établis en France), pour le ou les architectes présenté(s) dans le groupement.
- ☒ Transmission de la copie du diplôme DSA en architecture et patrimoine du membre du groupement portant la spécialité d'architecture du patrimoine

B. Capacité économique et financière



- ☒ Chiffre d'affaires annuel général sur les 3 derniers exercices

Le chiffre d'affaires annuel global minimal exigé, sur les 3 derniers exercices disponibles, en application des articles R. 2142-6 et R. 2142-7 du code de la commande publique, est le suivant :

- Pour l'architecte mandataire : 1 000 000 € HT correspondant à la moyenne des 3 derniers exercices disponibles
- Cumul pour les BET : 3 000 000 € HT correspondant à la moyenne des 3 derniers exercices disponibles

Le chiffre d'affaires minimum imposé est demandé en accord avec l'ampleur et la complexité du projet :

- Plus de 28 millions € de travaux, à mener en site occupé, qui portent sur 5 bâtiments à rénover et réhabiliter et 5 bâtiments à démolir, avec des problématiques structurelles, de clos couvert, d'amiante et de plomb. Le lycée est par ailleurs soumis au périmètre des Monuments historiques et correspond au secteur ABF.
- Une démarche de réemploi est demandée ;
- Une attention particulière est demandée en vue de la conservation des deux œuvres artistiques existantes en pignon de deux bâtiments : les mosaïques de l'otarie et de l'okapi réalisées par Gilles Aillaud.
- Enjeux calendaires forts compte tenu de l'imbrication du projet au sein d'un phasage plus large en 3 tranches opérationnelles. Les travaux de la tranche 2 (objet de la présente consultation) devront démarrer en 2028 pour se terminer en 2031 où une 3^e tranche du projet sera lancée par la Région. S'agissant d'un établissement scolaire, le calendrier scolaire doit être strictement respecté pour les livraisons. La maîtrise d'œuvre devra participer à la démarche LEAN Construction, pour laquelle un AMO Lean sera désigné.
- Nécessité d'une maîtrise d'œuvre pouvant répondre avec réactivité et efficacité aux exigences, au rythme et au niveau d'intervention des entreprises.

Pour chaque membre du groupement, une déclaration concernant le chiffre d'affaires global pour les trois derniers exercices disponibles.

Lorsque les informations concernant le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité.

C. Capacité technique et professionnelle



- ☒ Titres d'études et professionnels
- ☒ Nombre de cadres sur les 3 derniers exercices
- ☒ Effectifs moyens annuels sur les 3 derniers exercices

Il est notamment attendu pour l'architecte mandataire, l'architecte du patrimoine et les BET : un CV mentionnant les études, diplômes et expériences professionnelles.

☒ Description de l'outillage, matériel et de l'équipement technique qui sera utilisé pour l'exécution du marché

Les compétences requises au sein du groupement de candidats pourront être attestée par tout moyen et notamment par des références, titres d'études, qualifications OPQIBI (ou équivalent), et par exemple par les attestations de qualification OPQIBI suivantes :

- OPQIBI 1901 : Ingénierie d'ouvrages de bâtiments courants ;
- OPQIBI 1903 : Ingénierie d'ouvrages de bâtiments en développement durable ;
- OPQIBI 1908 : Ingénierie relative à l'accessibilité des bâtiments et espaces publics au regard des personnes en situation de handicap ;
- OPQIBI 2202 : Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation ;
- OPQIBI 1224 : Ingénierie de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment ;
- OPQIBI 1332 : Etude thermique réglementaire ;
- OPQIBI 1419 : Etude d'installations électriques courante
- OPQIBI 1420 : Ingénierie en électricité complexe
- OPQIBI 1417 : Etude de systèmes et réseaux complexes d'informatique et de communication
- OPQIBI 1422 : Ingénierie en courants faibles complexes
- OPQIBI 1217 : Ingénierie des risques d'incendie complexes
- OPQIBI 1414 : Etude de systèmes complexes de sécurité incendie
- OPQIBI 0331 : Direction de l'Exécution des Travaux
- OPQIBI 0332 : Synthèse TCE
- OPQIBI 0902 : Amiante

- **Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation.

- **La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent, ainsi que par les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;**
- **En application de l'article R2143-12 du code précité, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution du marché, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signé par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.**

Si répondez via le DUME et décidez de sous-traiter une partie du marché ou de recourir aux capacités de sous-traitants pour exécuter une partie du marché, chaque sous-traitant devra remplir un DUME.

Les candidatures ne présentant pas les compétences et les capacités suffisantes énumérées ci-dessus seront écartées.

B) Documents relatifs à l'offre

- L'Acte d'engagement et ses annexes
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- L'indication de la part de marché que le prestataire a éventuellement l'intention de sous-traiter.
- Le mémoire technique répondant aux sous-critères 1, 2, 3 et 4 qui ne devra pas dépasser 30 pages, police Arial taille 10 (minimum) selon le cadre de mémoire technique imposé :

1/ Bonne compréhension du projet au regard de son intégration au sein d'un lycée en cours de reconfiguration. Le candidat devra décrire la méthodologie qu'il emploiera pour garantir une harmonie architecturale et une organisation des espaces cohérentes (au sein des bâtis et au niveau des extérieurs) en lien avec l'existant, de l'environnement actuel et futur du lycée et au regard du programme fonctionnel du projet.

2/ Prise en compte des contraintes de site, de l'état des lieux du lycée au regard des études et diagnostics transmis dans le DCE, et présentation de la méthodologie afin d'y répondre en accord avec l'ensemble des thématiques du programme technique et environnemental du projet

3/ Organisation et qualité de l'équipe affectée à la mission, appréciées au regard de la qualité et de l'expérience des intervenants (CV), de la cohérence de la répartition des temps par phase, ainsi que de la pertinence de la méthodologie et de l'organisation proposées.

Les candidats remettront en annexe : les CV de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations du marché, pour chaque BE/spécialité. Une description des expériences pour chaque membre de l'équipe est attendue.

Les annexes au cadre de mémoire ne sont pas décomptées dans les 30 pages à ne pas dépasser.

Pour répondre au critère relatif à la cohérence de la répartition par phase des temps passés, le candidat remplira la « Grille décomposition des temps passés »

Les expériences d'opérations des **intervenants de l'équipe**, présentant des caractéristiques analogues à l'opération objet du marché seront à détailler dans le cadre du mémoire technique. Ces références devront répondre aux éléments suivants :

- Réhabilitation ERP en milieu occupé, projets de bâtiments d'enseignement secondaire, Projet de plus de 6000 m² SDP traités et dont le montant des travaux est supérieur à 15 M€ HT, phasage complexe des travaux et transferts de bâtiments, opération menée avec la méthode LEAN.

Le candidat devra expliquer en quelques lignes le choix des expériences présentée.

4/ Méthodologie pour le respect des délais en phases études et travaux, tout en assurant la continuité de l'enseignement (intégration de la démarche Lean construction / association de l'AMO Lean) et proposition d'un calendrier détaillé des études et d'un calendrier macro des travaux avec plan de phasage projeté.

NB : Le candidat ne doit pas remettre en accompagnement de son offre le CCAP, le CCTP, le CCP ou le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.

Délai minimum de validité des offres : six mois* à compter de la date limite de réception des offres.

* Le délai se compte de date à date : il s'achève le même jour que celui du départ mais d'un autre mois (le dernier du délai). Si le dernier jour du délai n'existe pas (30 février, 31 juin, etc.), il est prolongé au 1er jour du mois suivant (ex : délai de 4 mois à compter du 31/10/2021 = 01/03/2022).

Cohérence de l'offre

Toute anomalie ou insuffisance qui apparaîtrait au soumissionnaire dans le cahier des charges ou l'exécution prévue ainsi que toutes erreurs ou omissions dans les quantités prévisionnelles, imprécisions et contradictions des plans, coupes, détails et pièces écrites définissant la prestation et les limites de prestations, (enchaînement des tâches entre lots, prestations manquantes ou redondantes entre plusieurs lots telles que décrites dans la consultation), tant du lot du titulaire que des autres lots, doivent être signalées au plus tard, à la remise de l'offre. A l'échéance du délai, l'entrepreneur est réputé avoir vérifié et accepté le dossier de consultation et ne pourra se prévaloir de telles erreurs lors de l'exécution du marché.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Informations relatives à la protection des données individuelles

Les données renseignées dans l'offre du candidat doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard de son objectif à savoir répondre au marché public lancé par la Région Île-de-France. Ces informations doivent en outre être objectives, licites, exactes et complètes. Il convient d'éviter toute appréciation personnelle ou jugement de valeur, ainsi que tout commentaire portant sur le comportement ou les traits de caractère d'une personne. Que les informations vous concernent ou concernent d'autres personnes, les données relatives à

la santé, à la religion, aux opinions politiques, syndicales et philosophiques, aux origines ethniques, ainsi qu'aux sanctions et condamnations ne doivent pas être renseignées dans l'offre du candidat.

Article XI – Analyse des candidatures

Sont éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou dont la capacité économique et financière, les capacités techniques et professionnelles paraissent insuffisantes au vu des pièces de la candidature.

Article XII – Analyse des offres

Conformément à l'article R2161-4 du code précité, la Région peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Conformément à l'article R2152-2 du code précité, la Région peut décider d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres, sans en modifier les caractéristiques substantielles, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

1 - Montant global des honoraires de maîtrise d'œuvre : 40%

Pour le critère prix, les notes sont calculées selon la formule suivante :

Note de l'offre à noter = (Prix de l'offre moins disante acceptable régulière / Prix de l'offre à noter) x Note maximale

2 - Critères techniques appréciés sur la base des sous critères suivants avec leurs sous-pondérations **60%** :

N°et pondération	Libellé du sous critère
Sous-critère 1 pour 30%	<p>Sur la base du programme fonctionnel :</p> <p>Le candidat décrira une méthodologie permettant de démontrer sa bonne compréhension du projet au regard de son intégration au sein d'un lycée en cours de reconfiguration.</p> <p>Le candidat devra décrire la méthodologie qu'il emploiera pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une harmonie architecturale sur le campus, conformément à l'existant et aux modifications en cours ; (Sous pondération à 15%) - une organisation des espaces cohérente, au sein des bâtis et au niveau des extérieurs, et en lien avec l'environnement actuel et futur du lycée (Sous pondération à 15%)
Sous-critère 2 pour 20%	<p>Prise en compte des contraintes de site, de l'état des lieux du lycée au regard des études et diagnostics transmis dans le DCE. (Sous pondération à 10%).</p> <p>Présentation de la méthodologie répondant à l'ensemble des thématiques du programme technique et environnemental du projet (Sous pondération à 10%).</p>
Sous-critère 3 pour 30 %	<p>Qualité de l'équipe proposée, notamment l'adéquation des profils avec les enjeux de la mission, leur niveau d'expérience ainsi l'adéquation de leurs expériences (expériences d'opérations mises en avant pour chaque membre de l'équipe) avec le projet, (Sous pondération à 10%)</p> <p>Cohérence et qualité des temps alloués à chaque mission de base et mission complémentaire, par compétence et par catégorie de personnel, au regard des exigences du projet. (Sous pondération à 10%)</p> <p>Méthodologie et organisation de l'équipe, incluant la répartition des rôles et les modalités de coordination pour faire face aux aléas, mener des phases de sourcing et assurer la qualité des livrables et des ouvrages (Sous pondération à 10%)</p>
Sous-critère 4 pour 20%	<p>Méthodologie proposée, notamment la qualité de l'articulation avec l'AMO LEAN en phases conception et travaux (participation, coordination, amélioration continue). (Sous pondération à 5%)</p> <p>Proposition et explications (méthodologie permettant de garantir les délais) d'un calendrier d'études et de travaux, ainsi qu'un plan de phasage au regard des contraintes du projet et des échéances opérationnelles. (Sous pondération à 15%)</p>

La note obtenue sur 100% sera ensuite remise sur 60% par la formule suivante :

$$\text{Note pondérée} = (\text{Note obtenue} / 10) \times 60$$

Les notes seront appréciées ainsi :

Si aucune information ne répond au critère, une réponse étant une condition sine qua none, la note sera de 0.

Appréciation correspondante	30%
Non satisfaisant	Entre 0 et 5
Peu satisfaisant	Entre 6 et 10
Moyennement satisfaisant	Entre 11 et 15
Assez satisfaisant	Entre 16 et 20
Satisfaisant	Entre 21 et 25
Très satisfaisant	Entre 26 et 30

Appréciation correspondante	20%
Non satisfaisant	Entre 0 et 5
Moyennement satisfaisant	Entre 6 et 10
Satisfaisante	Entre 11 et 15
Très satisfaisante	Entre 16 et 20

Pour le critère valeur technique, en cas de pluralité d'offres, le candidat qui obtient la meilleure note se verra attribuer la note maximale allouée à ce critère. Les notes des autres candidats seront recalculées selon la formule suivante :
 Note définitive de l'offre à noter = (Note initiale de l'offre à noter / Note initiale de l'offre ayant obtenu la note la plus élevée) x Note maximale possible

Les offres qui obtiendront moins de la moitié des points sur l'un des critères seront écartées.

Article XIII – Modalités de remise des plis

Les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être transmis **obligatoirement par voie électronique**.

Les plis remis (ou dont l'avis de transmission électronique est délivré) après la date et l'heure limite fixées pour le présent règlement, ainsi que les plis contenant un virus, ne sont pas retenus. Ils sont alors détruits.


1) Dépôt du pli électronique

Les entreprises souhaitant se porter candidates doivent faire parvenir leur pli via la plateforme Maximilien. Les plis envoyés par télécopie et par e-mail ne seront pas acceptés.

Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son numéro de SIRET et s'identifier. Un candidat ne peut déposer un pli pour le compte d'un autre candidat.

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur "Répondre à la consultation" (Onglet « Dépôt »)

- Transmettre votre réponse électronique :
 - Avec DUME 
 - Renseigner votre DUME en ligne et joindre vos documents **ou** fournir votre DUME en pièce libre
 - Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre
 - Sans DUME
 - Joindre l'ensemble des pièces relatives à la candidature et à l'offre
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « valider »
Reportez-vous à l'annexe III du présent règlement de la consultation pour des informations sur la dématérialisation et les différentes recommandations quant au dépôt des plis électroniques.

2) Copie de sauvegarde

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou bien sur support papier. **La copie de sauvegarde doit également être réceptionnée avant la date et heure limite de remise des offres.**

- Sur support papier : le dossier devra comprendre les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre.
- Sur support électronique : le dossier devra comprendre les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre.

Cette copie de sauvegarde devra être transmise sous pli scellé et comporter la mention suivante :

« Copie de sauvegarde - Nom du candidat

**Appel d'offres consultation n° 2600116 Marché de maîtrise d'œuvre
pour la restructuration du lycée Ferry Cormier tranche 2 à Coulommiers (77). »**

Ce pli sera adressé en recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé aux adresses ci-dessous :

**AMENAGEMENT 77
2, rue Alfred NOBEL
77420 CHAMPS SUR MARNE**

Horaires de réception des plis : de 9H à 12H et de 14H à 17H, du lundi au vendredi

Article XIV –Formalités à accomplir pour le seul attributaire (candidat individuel ou en groupement) et le cas échéant les sous-traitants

1) Signature de la candidature et de l'offre

Le candidat proposé à l'attribution du marché est sollicité pour **signer sa candidature (déclaration sur l'honneur relative aux cas d'exclusion** conformément à l'article R. 2143-3 du code précité, attestation de mise à disposition de moyens de tiers, le cas échéant) **et son offre (acte d'engagement** et, le cas échéant, réponse(s) aux demandes de précisions) manuscritement conformément aux prescriptions suivantes :

- **Sont fournis les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'opérateur, si la personne signataire n'en est pas le représentant légal.**
- En cas de mise à disposition de moyens en application de l'article **R2142-3 du code** précité, l'attestation signée en bonne et due forme par l'opérateur mettant ses moyens à disposition de l'attributaire
- En cas de groupement d'opérateurs, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Chacun des membres du groupement produit la déclaration sur l'honneur relative aux cas d'exclusion, dûment signée par le représentant légal de l'opérateur ou une personne habilitée (pouvoirs à fournir le cas échéant).

En cas de sous-traitance déclarée dans la candidature ou l'offre de l'attributaire, est à fournir la déclaration de sous-traitance, suivant le modèle annexé au présent RC, signée par les représentants légaux de l'attributaire et du sous-traitant ou par des personnes habilitées (pouvoirs à fournir le cas échéant).

2) Remise des documents suivants par le candidat individuel ou chaque membre du groupement :

- a) Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances ainsi que toute assurance mentionnée dans le cahier des charges

- b) Les **preuves relatives aux cas d'exclusion** conformément aux dispositions de l'article R2143-6 à R2143-10 du code précité (les documents fournis doivent être datés au plus près de la date de la demande)

- **Certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts** listés ci-après, délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat <http://www.impots.gouv.fr/> (la situation est appréciée au dernier jour du mois précédant la demande de délivrance de l'attestation) :

- L'impôt sur le revenu
- L'impôt sur les sociétés ;
- La taxe sur la valeur ajoutée.

- **Certificat délivré pour le paiement des cotisations auprès des organismes de sécurité sociale : (certificat prévu à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, également dénommé « attestation de vigilance ») : [Obtenir une attestation - Urssaf.fr](#)**

Ce certificat doit dater de moins de 6 mois et doit être fourni tous les 6 mois au cours de l'exécution du marché.

- **Certificat attestant du versement des cotisations aux caisses assurant le service des congés payés et du chômage intérimaires** : www.cnetp.fr espace sécurisé adhérents/rubrique documents téléchargeables/attestation de marché

NB : Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Lorsque le candidat ou cotraitant est en **redressement judiciaire** : copie du ou des jugements prononcés. A noter que pour être attributaire, l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché doit être prouvée.
- Pour la gestion financière et comptable du marché : un RIB
- **Le numéro unique d'identification SIREN du candidat.**

En cas d'impossibilité technique d'accéder, par l'intermédiaire du système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification, la Région pourra demander un extrait Kbis.

- Le cas échéant, la **liste nominative des travailleurs étrangers employés** pour la réalisation des prestations attendues et qui sont soumis à autorisation de travail exigée par les articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail Cette liste doit préciser, pour chaque salarié concerné, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Lorsque l'**employeur co-contractant est établi hors de France**, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, fournir les documents suivants (art. R. 1263-12 du code du travail) :

a) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;

b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'exclusion, ils peuvent être remplacés par une **déclaration sous serment ou**, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une **déclaration solennelle** faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Il est joint une **traduction en français** des documents rédigés dans une autre langue remis en application du présent article.

En application de l'article 2143-15 du code précité, l'attributaire peut remettre, en remplacement de tout ou certaines de ces pièces, un certificat d'inscription délivré par l'autorité compétente ou le certificat délivré par l'organisme de certification compétent. Ces certificats indiquent les références ayant permis l'inscription sur la liste officielle ou d'obtenir la certification, ainsi que la classification sur cette liste.

3) Remise du questionnaire relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

La Région Île-de-France, largement engagée dans la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et bénéficiant du label l'AFNOR sur cette thématique, souhaite sensibiliser ses fournisseurs et les associer dans une démarche d'amélioration continue en matière de lutte contre les discriminations et de promotion pour l'égalité Femmes-Hommes. À ce titre, la Région demande aux attributaires, dans un but de sensibilisation et d'incitation, de remplir un questionnaire sur leurs pratiques en matière de non-discrimination et de promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

ANNEXE I - Attestation de visite sur site (à joindre le cas échéant par le candidat, avec son offre)

Dans le cadre du marché n°....., ayant pour
objet.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

L'opérateur....., représenté par
M/Mme..... a accompli la visite sur site prévue à l'article VIII 5) du présent
règlement, accompagné(e) de M/Mme....., représentant la Région Île-de-
France ou son mandataire, le de ...h.... à ...h....

Fait en deux exemplaires originaux, à, le

Pour la Région :

Pour l'opérateur :

ANNEXE II Dématérialisation des procédures

1) Maximilien, profil d'acheteur de la Région

Le profil acheteur de la Région est disponible à cette adresse : <https://marches.maximilien.fr>

L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations.

Les candidats sont avisés que les frais d'accès au réseau et, le cas échéant, de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Ils veillent à respecter :

- Les conditions d'utilisation : <https://marches.maximilien.fr/?page=commun.ConditionsUtilisation&calledFrom=entreprise>
- Les Pré-requis techniques de la plateforme : https://marches.maximilien.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2
- Les documents et informations complémentaires disponibles à la rubrique « aide » : <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

En cas de problème sur la plateforme, vous pouvez joindre la hotline via :

- L'assistance en ligne depuis la plateforme disponible depuis cette page : <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide#>

Suivre les évolutions de la consultation

Les soumissionnaires doivent choisir le mode de téléchargement du Document de Consultation des Entreprises souhaité :

- Téléchargement en mode identifié **[recommandé]** : vous serez tenu informé en cas de modification de la consultation et de réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées
- Téléchargement en mode anonyme : Vous ne serez pas tenu informé en cas de modification de la consultation et de réponses aux candidats apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées

Soyez particulièrement attentif à bien renseigner le champ "e-mail" dans la mesure où cette adresse sera celle utilisée pour informer des éventuelles modifications du DCE et des réponses aux questions des candidats en cours de publicité. La validité de cette adresse électronique déclarée est de la responsabilité du soumissionnaire.

Communication et échanges d'informations par voie électronique

Les candidats sont responsables du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (redirection automatique, utilisation d'anti-spam...) et doivent s'assurer que les messages envoyés par le portail Maximilien, notamment par l'adresse « nepasrepondre@maximilien.fr » ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

De manière générale, il incombe aux candidats une obligation de vigilance consistant en particulier à prendre connaissance de l'ensemble des messages qui leur seraient envoyés, quels que soient les moyens de communication utilisés et de veiller à répondre dans les formes et délais impartis.

2) Dépôt d'un pli électronique : recommandations

Nous vous invitons à effectuer vos tests de configuration avant de remettre vos offres par voie électronique, notamment s'il s'agit de votre premier envoi électronique. Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

Si certaines pièces de la candidature sont mises à disposition dans un coffre-fort entreprise (par exemple celui du portail Maximilien), s'assurer de la validité des pièces et indiquer les modalités d'accès.

Transmettre votre réponse électronique avec DUME



La présente consultation permet une remise de candidature simplifiée, pré-rempli grâce à votre numéro SIRET et au programme « Dites-le nous une fois ». **Le Règlement de Consultation identifie les informations que le DUME prend en charge.**

Le candidat peut répondre :

- via le formulaire en ligne de candidature DUME conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#). Un guide est téléchargeable via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp>

Une fois le formulaire complété, des pièces complémentaires peuvent être transmises.

Ce formulaire peut être envoyé en amont des autres documents exigés dans la consultation, notamment en cas de groupement, pour permettre aux autres candidats du groupement de valider leur formulaire. Une fois le formulaire envoyé, il est possible de le modifier. Seul le dernier envoi sera pris en compte.

Dépôt de l'offre

Les candidats doivent joindre les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre dans la section « Pièces de la réponse ». Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc/.rtf/.pdf /.xls ou tableur/ image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

Afin que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 100 mégas), il convient de :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"

En tout état de cause, le candidat est alerté sur le fait qu'il est possible de déposer sur la plateforme Maximilien des fichiers n'excédant pas chacun la taille de 1Go, la taille maximale du dépôt étant de 4Go.

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus, à la charge du candidat. En cas de détection d'un programme informatique malveillant, l'offre ne peut être acceptée qu'en cas de transmission d'une copie de sauvegarde dans les conditions définies au présent Règlement de Consultation.

Valider le dépôt

Pour valider le dépôt de son pli, le candidat doit accepter les conditions d'utilisation et cliquer sur "valider ". Un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant foi.